

754158

901

DISCOURS

PRONONCÉ PAR

M^R V. A. URECHIA

SÉNATEUR DU II-me COLLÈGE DE COVURLUI

AU SUJET

DE L'ART. III DU PROJET DE RÉPONSE AU MESSAGE ROYAL

TRADUIT PAR

BCU Cluj / Central University Library Cluj
L. LÉVÊQUE
PROFESSEUR AU LYCÉE LAZARE

~~~~~  
Décembre 1893  
~~~~~



BCU Cluj-Napoca



4060 084 2007

BUCAREST

IMPR. DE LA COUR ROYALE, F. GÖBL FILS, PASSAGE ROUMAIN, 12

1894

Messieurs les Sénateurs,

Je n'ai pu écouter le discours prononcé, Samedi dernier par M. Dém. Stourdza, car j'étais malade, et n'ai pas assisté à la séance, j'ai écouté Lundi le discours de M. Le Ministre Lahovary, et Mercredi, celui de M. Le Ministre Carp. Je n'ai pas pris la parole dans la discussion générale d'abord, parce qu'à mon arrivée, Lundi, la liste d'inscription contenait une foule de noms illustres et a été épuisée hier soir à peine, et que, d'autre part, je me suis dit que lorsqu'on met en question, à tort ou à raison, opportunément ou non, une affaire aussi importante que celle des Roumains d'au-delà des Carpathes, toute autre question, pour moi, doit être reléguée au troisième, au quatrième plan, le plus loin possible enfin.

D'ailleurs si, dans la discussion générale, j'avais trouvé place pour parler moi aussi, je ne l'aurais pas fait, parce que je crois que, dans les questions économiques, sociales, de toute espèce, ce sont les chefs de partis qui ont le droit de parler, et non un homme comme moi, isolé, incompetent, dépourvu de l'autorité que donne à l'orateur l'assentiment d'un nombre plus ou moins grand d'amis politiques ; mais ma situation change, Messieurs, quand on traite dans le parlement la grave question, je le reconnais, la question grave du Roumanisme et spécialement des Roumains de Transylvanie. Cette question se présente, comme implicitement, dans l'art III du projet de réponse au message du trône.

Aussi est-il de mon devoir de ne pas oublier que

non par mon mérite, mais par un concours de circonstances, je me trouve représenter ici un grand courant politique, auquel appartiennent beaucoup d'entre vous, Messieurs les Sénateurs. Si, comme président de la Ligue culturelle, ma voix, hors de cette enceinte, est celle de 20,000 membres, comme sénateur, je suis obligé d'émettre mon opinion dans la question qui s'agite, par vous mêmes, Messieurs, qui m'avez honoré encore avant hier de 30 de vos suffrages, sans distinction de parti en cherchant, par sympathie, à m'appeler à la vice-présidence du Sénat.

Quelque fatigués que vous soyez par les discours remarquables qui ont duré 5 jours, dont trois ont été remplis par les ministres eux-mêmes, je viens donc vous prier d'être assez indulgents pour écouter ce que j'ai aussi à vous dire.

Après avoir écouté le discours de M. Lahovary, mon obligation de parler dans la question est devenue beaucoup plus vive; beau discours, je le reconnais, comme forme de rhéteur, quoique légèrement déclamatoire, bien que M. Le Ministre soit un ennemi déclaré des déclamations; mais, après le discours de M. Carp, mon obligation devient pénible; et cependant je n'y puis renoncer; M. Lahovary, voyant que la maison du Roumain brûle, a à peu près perdu son temps à attaquer M. Dém. Stourdza; ce n'est que tardivement qu'il a laissé jaillir de la pompe du pouvoir un léger, mais salutaire filet d'eau, sur la maison en feu; pour M. Carp, il y a jeté des matières inflammables pour réduire plus rapidement l'édifice en cendres.

Il prétend, au dernier moment, que nous abandonnions la question de nos frères d'outre-monts, que c'est le seul moyen, à son avis, pour que les Roumains de Transylvanie écoutent les propositions de paix qu'on leur fait à Budapest : *quod erat demonstrandum!*

M. Lahovary a exprimé ses regrets que cette question, dont je reconnais moi-même la gravité, ait été portée devant le Parlement et devant le monde; mais ce n'est pas d'aujourd'hui. M. Stourdza voudra bien m'excuser, mais je ne crois pas qu'il revendique pour lui le mérite d'avoir porté devant le monde une pareille question. Il y a plus d'un siècle qu'on s'en occupe, depuis 1791, lorsque, par le *supplex libellus Valachorum*, les Roumains d'au-delà des Carpathes ont exposé au monde maghyare qu'ils ont droit de vivre comme race roumaine.

Plusieurs fois déjà, chez nous, cette question a été agitée dans le Parlement; pas plus loin que Décembre 1890, elle a été portée devant l'Assemblée par un jeune député conservateur, qui, par le respect que l'on doit à ses capacités et à ses sentiments roumains, nous fait désirer qu'il s'en trouve beaucoup comme lui dans tous les partis.

M. Lahovary dit que M. Stourdza a introduit cette question comme arme de parti. «C'est un crime, s'écrie M. Lahovary, d'en faire une question de parti».

Je suis pleinement d'accord sur ce point avec M. Le Ministre Lahovary; oui, la question du roumanisme n'appartient à personne en propre et à aucun parti en particulier, elle appartient à la nation roumaine (*applaudissements*).

Je n'ai pas entendu M. Stourdza et je n'ai pu lire son discours, car il n'est pas encore publié, mais je puis difficilement soupçonner qu'un homme de la valeur de M. Stourdza ait commis une pareille faute, c'est-à-dire qu'il ait fait, de cette grande question de tous les Roumains une arme de parti.

M. Stourdza sait que, quand on traite une semblable question, le concours de tous les sénateurs ensemble sans distinction de couleur politique, n'est pas superflu;

il ne peut pas ne vous avoir pas demandé d'y mettre tous la main. Parmi les grands boyards du pays, M. Stourdza n'est pas l'homme que vous a dépeint comme un peintre inhabile M. Le Ministre Carp. Il y a des peintres qui voient les couleurs autrement qu'elles ne sont dans la nature, en réalité; c'est un défaut d'optique, qui s'appelle, je crois, *daltonisme*... Il y a aussi un daltonisme politique.... Il m'a semblé que M. P. Carp souffre de cette altération de la vue, quand il a donné au portrait de M. Stourdza un coloris d'après lequel moi, modeste Académicien, collègue de notre illustre secrétaire général, je n'ai plus reconnu les traits du lutteur sans rival pour la culture nationale.

Monsieur Stourdza a eu assez souvent maille à partir avec moi, ici même devant vous, pour que vous n'alliez pas croire que, parce que vous l'avez appelé au ministère, même en plaisantant, je me hâte aujourd'hui de lui faire la cour. CC-0. Cluj / Central University Library Cluj

Cet homme, rare parmi les autres hommes, et encore plus rare parmi les boyards, laissera après lui un monument impérissable, par les travaux qu'il a accomplis pour l'histoire de la race roumaine, pour son développement cultural, auxquels il a consacré non seulement ses veilles, mais encore une bone partie de sa fortune (*Applaudissements*).

Quand M. Stourdza ne sera plus de ce monde, et je souhaite que ce soit le plus tard possible, alors je suis certain qu'au milieu de ces bancs et de ce même groupe politique, on parlera de lui dans d'autres termes.

J'ai encore eu dans ma vie la douce satisfaction de voir que le souvenir des Bratiano, des Kogălniceano, des Rosetti et les autres, que vous avez fort maltraités, a réveillé en vous des paroles bienveillantes, en faveur de ces hommes qui avaient lutté avec succès toute leur vie contre vous. M. Stourdza, avec sa taille d'homme

d'état, qui connaît l'histoire de ce pays, ses besoins, son avenir, est convaincu, comme nous tous assurément, que la collaboration de tous les Roumains n'est pas de trop, n'est pas superflue pour assurer les diverses chances de succès de cette grande question qui se fait jour, bon gré mal gré, qui s'impose dans nos délibérations d'aujourd'hui.

M. Lahovary voudra bien me permettre de ne pas lui cacher l'impression de tristesse que j'ai éprouvée moi, homme à l'écart des luttes du moment et qui, jusqu'aujourd'hui, ai observé sans antipathie les hommes qui ont travaillé et que j'ai vus travailler pour la race roumaine, en écoutant les premières parties de son discours.

L'argument *ad hominem* et non objectif y a prédominé et je crois de mon devoir avec M. Aurelian, et pour moi avec la plus profonde modestie, de dire à M. Lahovary que je fais partie de ces hommes difficiles à convaincre qui désirent que dans nos luttes de parti, les chefs du moins ne recourent plus aux moyens habituels de dialectique, à ces moyens où la guerre n'est ni le duel ni le tournoi de chevalerie, dont nous parlait M. Pano avec tant de talent et d'esprit, mais où l'on se jette de la boue sans aucun ménagement. Il est temps, à mon avis, que les chefs ne donnent pas de mauvais exemples à leurs subordonnés, pour que ces derniers les dépassent encore par l'emploi de cette dialectique, où l'injure remplace les arguments!

M. Carp, au commencement de son discours, semblait même décidé à s'éloigner de pareils procédés, et à ne pas suivre l'exemple de son collègue, M. Lahovary, car il disait, par exemple, que les deux partis, conservateur et libéral, ont le droit d'être respectés, puisque tous les deux ont poursuivi le même but, et qu'il n'y a entre eux qu'une lutte d'émulation, et non un duel, non

cette haine qui cause la perte del' ennemi. C'est regrettable! M. Carp a l'habitude de poser des prémisses excellentes, principes que quiconque signerait à jamais, mais, dans l'application, il s'en éloigne sur le champ.

M. Carp s'est empressé de nous dire que, s'il a de l'émulation, c'est celle de dépasser M. Lahovary dans sa dialectique erronée, à propos d'une question qui n'admettait pas, de l'avis général, de discussion entre nous. Messieurs, si dans les questions nationales, comme semble l'affirmer M. Lahovary, nous ne devons admettre personne de ceux qui ont commis des fautes dans leur passé (montrez-moi quels sont ceux qui, après avoir passé sur ce banc, se trouvent dans ces conditions); si, dis-je, nous devons ériger en principe que personne de ceux qui se sont trompés dans le passé n'a plus le droit de s'occuper des grandes questions du pays, n'a plus le droit d'aimer sa patrie et de travailler pour elle, alors M. Carp a raison: il n'y a plus personne ici en état d'apporter le moindre secours à la race roumaine; alors, c'est vrai, nous sommes très peu nombreux sous le drapeau national! Mais il n'en est pas ainsi: Il n'est écrit nulle part que les fautes d'un homme dans le passé, si faute il y a, lui enlèvent le droit d'être bon roumain. C'est par une autre voie légale qu'on retire ce droit au citoyen, et jusqu'à ce que vous ayez usé de ce droit, les uns envers les autres, c'est-à-dire de la voie de la justice, chacun a le droit de s'occuper des intérêts de son pays.

Je le répète encore, je ne sais ce qu'a dit M. Stourdza, mais ce que je peux et je dois affirmer, c'est que j'attendais précisément du banc ministériel et de la part d'hommes illustres comme M. M. Lahovary et Carp, l'apaisement complet des haines politiques dans la question dont nous nous occupons.

L'argument *ad hominem* ne prouve rien, Messieurs les

Ministres. Que n'aurait-on pu dire du passé du parti conservateur à l'égard de la nation ? qu'eussiez-vous dit s'il s'était levé parmi les vôtres mêmes, un homme autorisé qui vous ait montré qu'il y a eu une époque de grandes fautes pour les boyards, qui se trouvaient comme chefs à la tête de la race roumaine. Après le grand XVII^e siècle, quelles fautes, que nous payons aujourd'hui, n'ont pas été commises par la haute classe du XVIII^e. Eût-il donc fallu en conséquence vous citer à la barre de la justice, vous les boyards, et ceux qui se sont trompés dans le passé ?

Un libéral s'est-il permis de montrer les boyards du XVIII^e siècle, la tête baissée devant les invasions étrangères ou méprisant la langue et les traditions des ancêtres ?

Non, une époque aussi triste ne doit pas même être rappelée en passant. Sachant combien nos collègues conservateurs de la Ligue culturelle sont nombreux, généreux, loyaux et bons roumains, je suis, plus que quiconque, autorisé à dire : les anciens comptes sont réglés et la nation n'en tient plus qu'un : quels sont ceux qui s'unissent à elle dans sa lutte pour le roumanisme. Autrement l'armée, qui est appelée à lutter pour le roumanisme, serait encore réduite à une incapacité matérielle (*applaudissements*).

M. Lahovary prétend qu'il eût été désirable que cette question ne soit pas agitée dans le parlement. Qui mieux que lui peut comprendre le mot du poète latin : „*Stultorum pudor malus ulcera celat*“, c'est-à-dire, ce serait une folie de laisser les blessures sans pansement se gangrener, parce qu'on les cache par pudeur politique, diplomatique ; cela aurait pour tous plus tard des conséquences fatales !

Comment pouvoir cacher aujourd'hui cette plaie qui est dénoncée au monde par toute la presse de l'Europe

et de l'autre continent, je veux dire l'état épouvantable politique, national et social de ceux d'outre-monts.

Quoi! cacher même notre émotion en présence des démarches de nos frères de Transylvanie! Comment, nous n'en serions pas touchés? Mais l'émotion a pénétré les cœurs mêmes de ceux qui ne sont pas roumains! (*Mouvement*).

Non, ce n'est pas une faute, d'après moi, de porter devant le parlement une question qui est depuis longtemps à l'ordre du jour et qui s'impose. Elle est débattue, Messieurs les Ministres, depuis plusieurs années dans le parlement hongrois, et qui plus est, dans ces derniers temps, n'y a-t-il pas eu assez d'insultes à l'adresse du mouvement national transylvain et Roumain et même à l'adresse de nos gouvernants, c'est-à-dire de vous-mêmes les ministres actuels!

C'est donc un devoir, et pour le parlement et pour vous, de relever les accusations injustes que l'on nous porte de Budapest, et d'opposer, au cri violent qu'on y répète à notre adresse et à la vôtre, Monsieur les Ministres, la voix calme d'une cause juste, l'expression honnête de la conviction et de la conscience du devoir accompli (*assentiment*).

J'avoue que, pour mon compte, j'aurais désiré que cette question se présentât sous une autre forme devant le parlement, sous la forme d'interpellation, par exemple, pour des motifs que vous comprenez, alors que nous discutons une adresse destinée au Trône.

Mais puisque des hommes remarquables de tous les partis politiques en ont décidé autrement, je m'explique la chose, et je trouve ce procédé légitime. On peut en effet rattacher le débat de cette question à l'art. 3 du projet de réponse au Message.

Cet article dit :

«La situation politique de la Roumanie gagne chaque

jour une plus grande force ; elle inspire de l'estime à l'Europe, la confiance et le respect aux Puissances. On n'est redevable de cette situation qu'à la politique constamment sage et mesurée de la Nation. Ce n'est que grâce à une pareille politique de paix et d'ordre, comme à la loyauté avec laquelle le gouvernement pratique le respect des rapports internationaux, que la Roumanie entretient avec toutes les Puissances des rapports amicaux et pleinement satisfaisants».

Plus loin, l'alinéa suivant du projet d'adresse, que le rapporteur a bien fait de lier avec l'autre article, s'exprime ainsi :

«L'assurance, que nous donne Votre Majesté, que la tranquillité de l'Europe est assurée cette année encore, a été accueillie par le Sénat avec une profonde satisfaction».

Étudions, Messieurs, cette rédaction.

C'est une paraphrase du Message lui-même, bien trouvée de notre collègue M. Tocilescu.

Le Message nous assure que la situation de la Roumanie s'affermir de jour en jour.

La force d'un pays, Messieurs, lui est assurée par des facteurs différents, dont il n'y a pas lieu de parler ici ; je dois cependant rappeler, ce que vous savez tous, que *notre force* nous est surtout donnée par la *situation topique* de notre pays ; mais c'est aussi cette situation qui est la source de notre faiblesse ; suivant que nous saurons mettre à profit cette situation topique, ou nous serons forts ou nous serons faibles.

Cette situation nous a donné, dans le passé, ou des amis ou des ennemis, qui se sont conduits envers nous d'après les conseils que dictaient leurs intérêts.

Assurément, ce n'est pas le sentimentalisme, comme l'a fort bien dit le ministre, qui doit guider les hommes d'Etat ; ce n'est pas le sentimentalisme qui a été le res-

sort des mouvements des Puissances Européennes, dans les diverses circonstances de notre vie, même dans ces derniers temps et bien plus encore dans les années antérieures.

Cette conduite des Puissances à notre égard a puisé sa source dans leurs intérêts et rien de plus.

Notre reconnaissance comme État sur le Danube, nous disait-on il y a quelques jours, a sa raison d'être, non dans la guerre d'au-delà du Danube, mais dans les convenances des arrangements de la Diplomatie Européenne.

Quand M. Lahovary exposait que M. Stourdza était disposé à naturaliser une multitude de juifs, il eût été juste de rappeler aussi comment, au congrès de Berlin, on faisait, de la naturalisation de ces individus, une condition presque *sine quâ non* de la reconnaissance de notre indépendance. Ainsi donc, c'est l'Europe qui détermine la raison d'être de notre état actuel, les documents sont là pour le prouver, d'après ses intérêts, et soyez certains que dans l'avenir c'est toujours l'Europe qui décidera d'après ses besoins, d'après les arrangements diplomatiques du moment. Si je ne craignais pas de remonter trop haut, je vous rappellerais que notre pays fut exposé, il y a cent ans, à la plus terrible épreuve, car il fut décidé, par la grande impératrice Catherine II et par Joseph I d'Autriche, de partager la Turquie, ou le gâteau turc, comme on disait alors sur des caricatures et même sur des familles sérieuses, et que la ligne du Siret serait la limite de démarcation entre l'armée russe et l'armée autrichienne commandée par le prince de Coburg. Qui nous a sauvés en 1791, quand on a conclu la paix de Sistov? en 1792, au traité de Iassi? C'est notre situation topique, circonstance que la Prusse et l'Angleterre ont jugée servir leurs intérêts, car ils considéraient notre établissement comme Etat, comme une

façon de dire à l'Autriche et à la Russie : arrêtez-vous, c'est impossible !

C'est donc notre situation topique qui nous a sauvés, et c'est toujours elle qui nous sauvera, si nous savons faire notre devoir, comme nous avons su le faire en 1791, quand nous avons lutté vaillamment deux ans environ soit contre la Russie, soit contre l'Autriche.

L'histoire nous apprend que notre politique doit consister en ceci, démontrer à l'Europe l'importance topique du sol roumain, il faut aussi lui donner la certitude que nous avons conscience de cette situation, et que nous pouvons et que nous voulons être la barrière qu'elle désire que nous soyons contre l'expansion territoriale des états limitrophes.

Notre réponse au Message nous assure que notre situation politique acquiert chaque jour une plus grande force; mais, dans les discours qui ont été prononcés jusqu'aujourd'hui, personne n'a appuyé cette assertion d'aucun exemple, pour prouver que, outre notre situation topique, nous avons acquis encore d'autres facteurs dans la lutte que nous soutenons.

Sans fournir la preuve de cette assertion, le rédacteur de notre adresse dit, en suivant de près le texte du Message, «que la Roumanie inspire à l'Europe de l'estime, aux Puissances la confiance et le respect.» Nous inspirons de l'estime à l'Europe.

Paroles flatteuses et la flatterie est une douce chose; je l'accepte et j'y prends part comme vous, mais, Messieurs, quand avons-nous inspiré plus d'estime à l'Europe qu'après les courageuses luttes que nous avons soutenues dans la campagne de la rive droite du Danube ?

Et cependant, malgré l'estime qui était alors très vivace dans le cœur des Puissances, dans le cœur de l'humanité entière, vous avez vu qu'au congrès de Berlin on nous a pris une province, que dans ce même con-

grès on nous a imposé de nous déchirer nous-mêmes, en introduisant la gangrène dans le corps national, par, la naturalisation en bloc de tous les juifs!

Estime, sentimentalisme !

Oui, je le répète avec M. Le Ministre, ce n'est pas le sentimentalisme qui est le facteur de la politique des Etats, ce sont leurs intérêts.

Il en résulte donc que tout le mérite des gouvernements roumains doit consister à convaincre les États qui sont à la tête de l'Europe, que la Roumanie leur est nécessaire dans leur évolution politique, dans leur équilibre mutuel pour la paix universelle. (*assentiment*)

Sentimentalisme ?

Le sentimentalisme de l'Italie serait de marcher aux côtés de la France qui a rendu l'Italie possible, et elle marche avec le pays qui luttait alors contre elle. Et la France qui en Crimée a versé la sang le plus généreux, l'a-t-elle versé pour nos beaux yeux ? Je vous demanderai, quand vous voyez recevoir à Paris, comme un empereur, un simple commandant de flotte russe, la France ferait-elle pour nous ce qu'elle a fait en Crimée, quand ses intérêts l'obligent à agir autrement ?

L'estime de l'Europe dépend de la manière que nous saurons nous-mêmes lui prouver que, dans les terribles complications futures, peut-être même prochaines....

M. Gr. Leresco. La prudence roumaine....

M. V. A. Urechia. Et moi aussi, j'ai vieilli comme vous, cher Monsieur Leresco, mais je souhaite que ma vieillesse n'arrive pas jusque là où vous voulez que nous allions avec prudence (*Applaudissements*).

L'estime de l'Europe, dis-je, dépend de la manière que nous saurons prouver que, dans les complications futures et peut-être très prochaines, la Roumanie remplira son rôle, et ne pourra être considérée comme une quantité négligeable.

L'avons-nous fait ? Suffit-il que nous nous flattions de cette assertion que la Roumanie inspire la confiance, plus même que de la confiance, du respect aux Puissances ? C'est une assertion peu modeste, bien qu'elle n'appartienne pas seulement à M. le Rapporteur.

Oui, certes, M. Le Ministre de la guerre pourra nous assurer, et je le sais aussi bien que vous, que le développement de nos forces défensives progresse chaque jour, mais je ne crois pas que, dans le futur cataclysme, il suffise d'avoir une armée prête, courageuse, mais qu'il faut encore d'autres combinaisons d'alliances politiques. M. Carp était près d'affirmer qu'il s'est fait quelque chose de ce genre, mais il s'est tenu coi après un prudent coup d'œil de son collègue des affaires étrangères (*hilarité*). M. Carp a cependant laissé comprendre que la chose est faite, que la conclusion des alliances est une chose terminée.

Après le signe de M. Lahovary, il s'est adressé à vous, et s'interrompant lui-même, il vous a dit : Vous, Messieurs, les représentants du pays, c'est vous qui devez nous désigner ceux que vous voulez pour alliés, de la ligue de la paix nommée Russo-Française, ou de la ligue de la paix nommée triplice, ou triple alliance.

Je ne suis pas d'avis que le pays impose ses vues au gouvernement, avant que le gouvernement ait dit le premier son mot, lui qui tient les fils diplomatiques, lui qui sait mieux régler l'affaire. Le gouvernement ne doit pas nous mettre dans la situation de nous prononcer. Un de nos collègues, je ne sais plus lequel, M. Marzesco, je crois, a dit dans une interruption : « Nous ferons des alliances en temps opportun » et M. Carp a répondu : « Ce n'est pas ainsi ; il serait alors trop tard. » Je suis aussi de l'avis de M. Carp ; les alliances ne se forment pas à la veille du cataclysme, ou le jour même ; s'il est besoin de ces alliances, il faut qu'elles soient fixées à l'avance.

Je m'attendais donc à ce que M. Le Ministre que cela regarde, M. Lahovary, nous expose au moins, suivant qu'à son avis la situation le comporte et que les circonstances le lui permettent, quelque chose au sujet des alliances que nous avons, en prévision des événements qui nous menacent dans un avenir prochain.

Oui, Messieurs, je m'attendais encore à autre chose de sa part, et je suis heureux en cela d'avoir été devancé par M. Pano dans son admirable discours; j'attendais, avec M. Pano, de la part de M. Lahovary, et non de M. Carp, que est à la tête d'un autre ministère, dont il doit s'occuper méticuleusement, j'attendais, dis-je, d'autres traités d'alliance, particulièrement avec les petits états de la région Carpartho-Balcanique. C'est, d'après moi, le seul traité d'alliance propre à nous sauver tous, à centupler la valeur de nos forces, le seul qui puisse préparer la place que nous occuperons ensuite dans un traité d'alliance Européenne.

Alors la confiance croîtrait, Messieurs, beaucoup plus rapidement qu'elle n'a pu croître ainsi qu'on nous l'affirme sans aucune preuve. On n'inspire la confiance que par un capital réel. Cette comparaison, bien que commune, est à sa place : on a confiance dans un banquier d'après le capital dont il dispose. Les états auront confiance dans la force de la Roumanie, comme état, d'après le capital de forces qu'elle pourra mettre en ligne de bataille; il faut donc multiplier nos forces, et nous ne pourrons le faire que par des alliances avec des états, petits comme nous, de la région Carpatho-Balcanique.

Certainement notre soldat est brave, notre armée est dans un état prospère, elle a déjà en magasin de la poudre sans fumée, elle a des armes, chaque chose est à sa place, et comme disait, avec des mots coupables à la veille de la défaite de la France, le maréchal Lebœuf, (j'espère que nous ne verrez là aucune comparaison entre

M. Lebœuf et notre excellent ministre de la guerre): il ne manque pas même un bouton de guêtre; mais cet état prospère de notre armée ne suffit pas, je crois, pour proclamer que nous avons inspiré le respect à l'Europe, Il est clair que nous ne pouvons regarder comme un manque de respect le stupide télégramme, adressé d'une localité de la Hongrie au préfet de notre capitale, que l'on traite comme le dernier agent, et je ne lui ferais pas l'honneur d'une interpellation, comme on a l'intention de le faire, dit-on, à la Chambre; mais qu'importe? n'avons-nous pas d'autres symptômes d'insuffisant respect de la part d'un autre état européen? Peut-être nous dira-t-on: nous pouvons affirmer que nous avons inspiré le respect à l'Europe par ces brillantes alliances de notre Maison régnante. Mais ces alliances, nous devons les attribuer à la conduite de notre monarque, à sa sagesse; aucun parti ne peut revendiquer cet honneur pour l'obtention de ce respect. Après avoir inspiré à l'Europe sur le champ de bataille, comme dans la paix sereine, le respect d'Elle-même, Sa Majesté a ajouté à la gloire du pays son alliance illustre avec les familles impériales et royales de l'Europe (*applaudissements*).

Mais cela suffit, dira-t-on peut-être, pour nous assurer le *respect* des Puissances? L'histoire est là pour prouver que les alliances de famille des têtes couronnées ne suffisent pas pour assurer le respect à un pays aux jours des grandes épreuves.

La réponse au Message ajoute: « nous croyons avoir acquis la confiance et le respect de l'Europe *par la politique constamment sage et modérée de la nation*. Ce n'est que grâce à une pareille politique, politique de paix et d'ordre, comme à la loyauté avec laquelle le gouvernement pratique le respect des rapports internationaux, que la Roumanie entretient avec toutes les Puissances des rapports amicaux et pleinement satisfaisants ».

Le proverbe français dit: nous nous payons de mots, précisément quand „*de re laboretur*“.

Messieurs, quelques-uns disaient, il y a quelques années, qu'il n'est pas bien que la Roumanie entre en guerre contre la Turquie, que ce serait une politique peu sage et peu prudente. La nation a suivi cette politique sans sagesse et sans prudence, et en suite nous avons la situation dont nous jouissons aujourd'hui. (M. Gr. Leresco fait un mouvement).

Je ne sais si M. Leresco était alors avec ceux qui demandaient une politique de prudence, ou avec ceux qui ont demandé que la Roumanie aille verser le sang de ses fils pour l'indépendance du pays.

M. Gr. Leresco. Tous les Roumains ont été de cet avis.

M. V. A. Urechia. C'est ce que vous dites aujourd'hui, M. Leresco, alors il me semble que vous ne l'avez pas dit. La prudence, je la comprends et je la demande aussi, mais je désapprouve le manque de patriotisme, de nationalisme.

Il est évident, Messieurs, que les mots ont la valeur que leur attribuent les faits. On a parlé de *pratique du respect des rapports internationaux*, mais quelles louanges peuvent en résulter pour les gouvernements? Ne voyez-vous pas que, outre cette pratique, il se pose une question, que certains ont agitée; pratiquons-nous le respect des rapports internationaux, même vis-à-vis de ceux qui ne nous payent pas de réciprocité?

Nous ne saurons être sûrs de cette réciprocité qu'en nous basant sur nos forces, augmentées par des alliances avec les états balcaniques, et non sur des mots.

Encore une fois quels sont les traités que nous avons conclus avec d'autres états qui ont intérêt à vivre, à leur tour, comme nous l'avons nous-mêmes? Je ne sais la réponse qu'on pourrait nous faire, car les discours antérieurs sont muets à ce sujet, soit intentionnellement, soit

qu'ils n'aient pas provoqué une réponse péremptoire.

M. Le Ministre Lahovary, dans la dernière partie de son discours, m'a satisfait jusqu'à un certain point, bien qu'il ait dit, un peu en plaisantant, que M. Stourdza a promis de prendre la Transylvanie. Ce sont les propres mots de M. Stourdza ? alors je demande à mon tour, et vous, que nous donnez-vous.

Par un consentement tacite ou à peine formulé en passant par M. Carp, et surtout de la manière que M. le Ministre Carp l'a affirmé.....

M. Lahovary, ministre des affaires étrangères. Nous, nous préparons la conservation de la Roumanie.

M. V. A Urechia. D'après ce qu'a dit M. Carp, vous ne la conservez pas, vous la perdez (*applaudissements*).

Le consentement tacite de M. Lahovary et la manière aussi inattendue que subtile dont s'est exprimé M. Carp, nous laissent croire que notre état est déjà dans la Triple alliance.. BCU Cluj / Central University Library Cluj

Et bien ce n'est pas moi, qui fais précisément imprimer ces jours-ci l'histoire du XVIII-e siècle, relative aux Roumains, et où se trouve une page triste, celle de l'imixtion de certaines puissances voisines dans nos affaires, ce qui nous a fait perdre deux provinces, ce n'est pas moi, dis-je, qui m'opposerai à la conclusion d'alliances propres à empêcher le retour de pareilles circonstances. Mais ce n'est pas à moi non plus de me prononcer sur le champ sur les avantages ou les désavantages qui découleraient pour la Roumanie et le Roumanisme d'une alliance avec la Triplice; je désire simplement qu'au lieu de belles paroles M. Le Ministre nous montre un arrangement très clair d'alliance, qui assure à la Roumanie une bonne position dans les complications à venir. J'affirme cependant que, dans l'état actuel des affaires des Roumains transcarpathiens, l'entrée de la Roumanie dans la triple alliance serait un acte de *faiblesse* pour

elle et un *crime* pour nous. Je ne sais, je le répète, si nous sommes avec la Triplice, mais d'après les dires de M. Carp, nous voyons de quel côté le gouvernement veut faire pencher la balance de notre diplomatie. Pour moi je ne me contente pas simplement de l'alliance avec l'une des deux ligues européennes; c'est ce que vous a démontré M. Pano, qui a traité cette question en soutenant que la sûreté de notre état est ailleurs.

C'est aussi mon avis que, sans actes et sans arrangements politiques préalables, notre place dans la Triplice est sans importance pour elle et n'est pas sûre pour nous.

Pour rendre des services à la Triplice, si c'est de ce côté que se dirige notre boussole politique, il serait bien de lui apporter un facteur d'une plus grande importance.

Pour établir ces actes préalables, deux ordres de choses s'imposent à notre gouvernement : La première, quoi qu'en dise M. Carp, se réfère à la situation de la nation roumaine du Banat et de l'Ardéal.

Dans l'état épouvantable d'injustice où se trouvent les Roumains de ces contrées, injustice qui a révolté toute la presse de l'Europe, est-ce que notre gouvernement croit que le jour où notre armée entrerait en lutte à côté du honved maghyar, l'intérêt de sa propre existence.... j'ai peur de le dire, mais je ne puis ne pas parler... peut-on croire que les habitants du Banat et de l'Ardéal ne seront pas poussés par le désespoir à se ranger du côté des ennemis de la triplice et à tirer sur leurs propres frères, sur nos soldats ?..... Personne ne nous a dit ce qu'a fait notre gouvernement, non pour intervenir, contrairement au droit international, dans les affaires d'un état voisin, mais pour éveiller son attention sur le péril commun, le sien et le nôtre, d'un pareil état de choses.

Avons-nous l'intelligence des choses ? il nous faut encore avoir la volonté en temps opportun Il sera peut-être trop tard !

Messieurs, je ne me permets pas de soupçonner, comme d'autres, que, dans cette question, nos gouvernants n'ont pas fait leur devoir; j'ai affirmé, en connaissance de cause que quelques-uns des ministres sont du même avis que nous, et je n'exige pas davantage! Mais les déclarations que l'on a faites ici, si elles trouvent un écho dans le coeur de M. Carp, ne peuvent pas correspondre à notre véritable situation diplomatique.

Je ne saurais cependant être injuste, et je n'ai pas l'habitude de souffler malignement là où je vois scintiller quelques lueurs, pour les éteindre. M. Lahovary, dans la dernière partie de son discours, a renouvelé ses déclarations de Décembre 90, déclarations qui ont été faites à la Chambre des Députés, à l'occasion de l'interpellation de l'intelligent et bon patriote M. Ionel Grădisteano.

Peut-être ma satisfaction eût-elle été plus complète si M. Lahovary avait répété les propres termes dont il s'est servi à la Chambre, car ils étaient peu explicites. M. Lahovary disait alors comme aujourd'hui qu'un Roumain ne saurait être insensible en présence des souffrances de nos frères d'outre-monts, mais il ajoutait encore qu'il pense » que les états qui ont des Roumains sous leur domination sont un peuple loyal..... et qu'il est de leur véritable intérêt de les traiter avec justice et modération. Faire une pareille affirmation, c'était et c'est encore stigmatiser la conduite des hommes de Budapest; il y avait donc en 1890 de la dignité de la part du gouvernement dans cette question, c'était une manifestation de roumanisme.

Mais M. Carp a parlé!... Par ce qu'il a dit, est-ce que cette unité de vues du ministère est devenue manifeste? L'attitude de M. Carp, dans cette question, est venue nous attrister; le pays la jugera; mais je crains fort que cette attitude loin d'éteindre le feu, si feu il y a, ne le ravive encore davantage.

Tout le monde le sent, à l'exception des junimistes, — on dit qu'il en reste encore dans le pays, — chose étrange! le junimisme compte sous son drapeau des habitants de l'Ardéal parmi ses membres les plus illustres; et ce sont précisément les junimistes de l'Ardéal qui veulent abandonner la question des Roumains transcarpathiens !...

Tout le pays, conservateur et libéral, a compris que c'était le cas de dire son mot dans la question que nous traitons aujourd'hui. Comme représentant de 20,000 membres de la ligue, dont la moitié sont des conservateurs purs, c'est mon devoir de reconnaître qu'il existe un terrain où cessent les luttes de parti, et j'aurais désiré rencontrer sur ce terrain les junimistes avec leur chef.

M. Carp ne l'a pas voulu, dans cette question il s'est séparé de nous tous, pour nous dire que nous perdons la question de l'Ardéal, si nous manifestons de simples *sympathies*, si nous envoyons des consolations à ceux qui souffrent, qui gisent dans les prisons de Seghedin il affirme au contraire que nous sauvons la Roumanie, si nous ignorons qu'il y a des Roumains dans d'autres états!.....

Le chef des junimistes qui, dans son état-major, compte précisément des illustrations de l'Ardéal ou originaires de cette contrée, nous déclare que nos frères d'outre monts (peu s'en est fallu qu'il ne donne au mot *frères* la prononciation du crû) doivent seuls veiller à leurs besoins et nous aux nôtres.

Telle n'est pas la direction des anciens; ces anciens n'ont pas cessé un seul instant dans les jours les plus éprouvés pour le pays, d'avoir la bourse et le cœur largement ouverts pour l'église et les écoles roumaines de partout et particulièrement des régions au-delà des Carpathes (*Applaudissements.*).

Avec votre permission j'annexerai à l'impression de mon discours, pour ne pas le prolonger, une série de notices que j'ai là et qui prouvent les anciennes origines du Roumanisme.

Je vais rappeler rapidement les antiques origines de la manifestation du Roumanisme.

Que voulait dire en 1202 l'empereur Ionitiu quand il écrivait au pape Innocent III qu'il se souvient de la patrie et du sang romains, dont sont issus les Roumains».

«Avocat, passez au déluge» me direz-vous peut-être; qu'il me suffise donc d'affirmer que le siècle de Vasile Loupou et du prince Mathieu nous donne admirablement la note qui proclame hautement le développement complet de la conscience de notre nationalité. Sous Vasile Loupou et Mathieu Bassarab, aussi bien que sous Cantemir et sous Brâncoveano, et même sous les Phanariotes, il y a une tendance manifeste *du Roumain de toutes les régions, comme sous l'empereur Ionitsa, de proclamer ses nobles origines nationales, ses liens de parenté avec les Romains.*

Presque tous nos chroniqueurs soutiennent cette origine, et même quelques-uns d'entre eux, hommes d'Etat illustres, affirment ces origines latines des Roumains, même en face des rois de nations étrangères, lesquels étaient précisément intéressés à ce que les Roumains ne soient pas latins ou ne sachent pas qu'ils le sont.

Ainsi le Métropolitain Dosoftei pouvait dire :

«D'où vient la race de la Moldavie ?

Chaque homme sait qu'il est issu du pays d'Italie.

Flah le premier, Trajan ensuite, ont conduit ici

Les aïeux de ces pays d'une race qui porte bonheur ;

Ils ont tracé les limites du pays

Au moyen de signes éternels que l'on peut voir.

Avec la souche de cette race, il a peuplé

La Roumanie, l'Ardéal et la Moldavie.»

Miron Costin disait à Jagellon, roi de Pologne, que, *dans ces trois contrées : Moldavie, Valachie et Ardéal, le peuple se targue du nom de Roumain et personne ne peut douter de son origine romaine.*

Les mots caractéristiques de notre évolution culturelle, dans le passé sont donc les suivants:

- a) Conscience parfaite de notre origine.
- b) Conscience de la totalité de la nation.

Notre manifestation politique ne poursuit aucun but nuisible pour un état voisin. M. Carp, pour insinuer l'af-

En prose et en vers, je le répète, nos écrivains proclament, à l'envi, pendant des siècles notre latinité.

Et souvenez-vous que cela se passait à une époque où les luttes religieuses, séparant l'église orthodoxe de l'église d'Occident, il s'ensuivait pour le Roumain une sorte de répugnance à se dire «*letin*»! Notre historien au contraire s'écrie fièrement: «*examine-toi maintenant, lecteur, et regarde d'où tu viens en renonçant à toutes ces fables que l'on débite à ton sujet. Tu reconnaitras non seulement par ce mot «Vlah» mais par d'autres encore que tu es latin: coutumes, naturel, langue, tout prouve que tu es Vlah, c'est-à-dire italien ou issu de Rome.*

Les écrivains du XVII-e siècle connaissaient complètement non seulement la latinité des Roumains de la Dacie Trajane, mais encore l'origine des Roumains de Macédoine.

La chronique anonyme du XVII-e siècle, faussement attribuée au général Milesco, comme je l'ai prouvé ailleurs, écrit ce qui suit au sujet des Roumains-Macédoniens :

Et ces Cotsovlaques descendent aussi des Romains; à une époque Gallien ou un autre empereur en ont appelé une quantité et les ont établis ici et ils y sont restés jusqu'aujourd'hui.

Les Grecs les ont appelés en dérision *Cotsovlaques* c'est-à-dire boîteux, aveugles, brigands; ils ne leur ménagent pas les insultes, comme d'ailleurs ils ne nous les ont point ménagées à nous les Roumains; ne sont-ce pas eux qui ont inventé la fable que nous serions les descendants d'anciens condamnés; nous réglerons bien un jour le compte des Grecs et leur compte est assez chargé. Voyant le reste du monde se moquer d'eux, ils se sont à leur tour épuisés à gratter dans le fumier des insultes, pour nous les jeter à la face, eux qui croient

firmative, nous a dit que M. Hitrovo l'aurait poussé, et aurait cherché à le convaincre que la politique des Roumains et du Ministre des Affaires Étrangères doit être la lutte pour l'union de tous les Roumains.

Et n'est-ce pas sous les Russes qu'on a inséré, dans le règlement organique, l'article de l'union des Principautés ? qui a combattu avec plus d'acharnement que la Russie cette union quand l'heure a sonné !

Je comprends que M. Hitrovo ait été Daco-Roumain ; n'est-ce pas sous Catherine II qu'on a agité la question

avoir certaine valeur parce qu'ils contemplent les monuments de leurs ancêtres.

Pauvres malheureux, ils se consolent de leur dégénérescence en présence de ces monuments, en s'attribuant des mérites qu'ils n'ont plus.

Ces Cotsovlaques sont bien certainement des Romains, je les ai vus de près et je puis affirmer qu'ils sont en tout semblables à nos Roumains, dont ils ne diffèrent, ni par les mœurs, ni par les traits, ni par la langue.

Comme vous le voyez, par les expressions du chroniqueur anonyme du XVII^e siècle, nos plus anciens écrivains connaissent parfaitement la totalité de la race roumaine, répandue non seulement dans les provinces de la vieille Dacie-Trajane, mais encore dans la Dacie Aurélienne et jusqu'en Grèce. Aussi ne s'imprimait-ils plus un livre à Braşov, Orestie, Bucarest, Govora, Ardéal Iassi, que ce soit même un livre pour l'église, qui ne mentionne dans sa préface que l'éditeur ou l'auteur le destine, non à la province roumaine où s'est faite l'impression, mais à l'usage de tous les *Roumains*.

C'est la *note caractéristique* de notre évolution culturelle : *conscience de la totalité de la nation roumaine et de son origine romaine.*

Au contact du monde slave, monde puissant, la conscience nationale roumaine ne capitule pas, elle ne fait aucune concession de ce qu'elle sait être son droit. Pour prouver *la latinité du roumain*, Luca Stroici, grand boyard, qui, comme M. Costin, ne prenait pas en considération que les Polonais désiraient beaucoup que les

de la formation d'un État Dacia en faveur du prince Potemkim ?

Déclarer la Crimée indépendante pour s'en emparer ; déclarer indépendante une Dacie roumaine pour lui faire subir le sort de la Crimée, c'était peut-être un jour le but de la politique de nos voisins, mais le mouvement national actuel et au-delà des monts et en Roumanie poursuit-il la réalisation du plan de Catherine ? Nous savons nous ce que veut la Russie et ce n'est pas M. Hitrovo qui armera nos bras pour servir les intérêts étrangers.

Moldaves se rapprochassent d'eux, écrivait: *notre Père* en lettres latines, afin que le Polonais pût reconnaître dans les mots roumains, revêtus du costume latin, *la latinité elle-même de notre langue*.

Corezi dit au XVI^e siècle: « par la grâce de Dieu, moi diacre Corezi, comme je vois que toutes les langues ont la parole de Dieu dans leur langue et que le Christ dit: *que celui qui lit comprenne* et que l'apôtre Paul dit: dans une église il vaut mieux dire 5 mots intelligibles pour être compris plutôt qu'un amas confus de mots dans une autre langue, pour ces motifs, je vous ai donné cette traduction des psaumes pour servir d'enseignement à tous les Roumains.

Le métropolitain Varlaam qui, en 1642, appelle le *Prologue* de tous les saints du doux nom de *livre roumain* pour l'enseignement des dimanches, etc., dédie ce livre à *toute la race roumaine*, heureux de pouvoir offrir ce don en sa langue à toute la race roumaine.

Le logothète Eustratie II, dans la Préface de son code de lois de 1646, dit que Vasile Loupou nous a accordé et laissé ces ordonnances impériales à *nous tous qui appartenons à la souche roumaine*, pour être éternellement une source de vie immuable et infinie.»

Eustratie ajoute: j'ai écrit ces ordonnances en langue roumaine, afin d'être compris de *tous* les Roumains.

Le prince Douca, dans la préface de l'ouvrage liturgique du Métropolitain Dosoftei, en 1679, adressait ce livre

Le mouvement actuel roumain ne poursuit aucun but nuisible à un état voisin, il est cependant mal vu à Budapest, et considéré comme une arme dirigée contre la nation maghyare.

Alors que M. Lahovary affirme, en mettant malgré lui le doigt sur une soupape intime de son cœur, qu'il ne pent y avoir un Roumain indifférent à ce qui se passe au-delà des monts, et qu'il justifie le courant du pays, le chauvinisme maghyar donne à ce courant, à cette agitation, dans le parlement hongrois et devant la justice,

«à toute la race roumaine de tous les pays», comme Varlaam, Métropolitain de Roumanie avait pleinement conscience de l'unité de la race roumaine, et lui adressait le premier livre qu'il imprimait: *«Formulaire ou clef de la sagesse de tous les fidèles chrétiens, qui sont nés dans notre langue roumaine.*

Dans l'Ardéal, en 1648, le Métropolitain Etienne Simon, faisant imprimer un de ses livres, se plaignait tristement que les Roumains, de différentes provinces, sous des influences diverses, avaient changé des expressions. Cet illustre écrivain dit *qu'il écrit ainsi afin que tous les Roumains le comprennent*, car il emploie les mots que tout le monde comprend, et *les mots doivent être comme l'argent* qui est bon, quand il est reçu partout; de même pour les mots, ceux-là sont bons qui sont compris par tout un peuple.

La Bible de 1688, appelée encore de Serban-Voda, est aussi un manifeste de la direction de *l'unité culturelle.*

Cette direction politique n'est donc pas l'invention de tel ou tel parti, de telle ou telle cervelle exaltée; c'est la direction que nous ont donnée les aïeux et nos ancêtres.

L'histoire de la culture Roumaine, c'est l'histoire des efforts de toute la nation roumaine, pour maintenir l'unité de la langue et la développer harmonieusement et uniformément, en ayant conscience de ses glorieuses origines.

un but qui n'est pas le vrai; un procureur lui donne de fausses interprétations qui auraient dû même attirer l'attention de notre gouvernement et l'obliger à donner le démenti que je donne aujourd'hui.

Dans le jugement où ont été condamnés quelques-uns des chefs des plus illustres de l'agitation d'au-delà des Carpathes, le procureur hongrois a dit aussi bien à notre gouvernement qu'à nous-mêmes, que nous avons pour but de délivrer les Roumains et de faire avec eux un seul état, et que la ligue, sous les auspices du gouvernement, attaque l'intégrité des pays de la couronne de St. Etienne.

Un démenti de la part du banc des ministres était-il oui ou non à sa place? J'espère qu'on l'a donné; sinon, on a très mal agi. J'ai l'honneur d'être président de la Ligue, c'est mon devoir de répudier, au nom de 20,000 membres et plusieurs d'entre vous en font partie, du haut de cette tribune, les inexactitudes débitées sur le compte de la Ligue.

Le chauvinisme maghyar attribue à notre mouvement roumain des tendances Daco-Roumaines.

Assurément, Messieurs, si par Daco-Roumanisme, les maghyars entendent la résistance de nos frères d'outre-monts à se dénationaliser et l'appui moral et intellectuel que nous pouvons leur acorder pour rester roumains, défendre leur langue et leurs croyances dans l'état voisin, dans ce sens nous sommes aussi Daco-Roumains que possible!

Notre Daco-Roumanisme consiste non à vouloir nous substituer aux Hongrois et à commettre envers eux à notre tour les injustices qu'ils commettent aujourd'hui envers les Roumains, il se contente du développement toujours plus libre de la langue et de la nationalité, et du redressement uniforme de la direction culturelle de tous

les pays où se trouve la race Roumaine. (*Applaudissements*).

Voilà la préoccupation de tous les véritables roumains, jeunes et vieux.

M. Lahovary disait, en passant, il y a quelques jours, que les jeunes, que la jeunesse universitaire est arrivée à être plus sage que les vieux. M. Carp, toujours pour prouver l'unité de vues du Cabinet, affirme le contraire; la vérité est tout autre.

Que M. Lahovary me permette de revendiquer pour la Ligue culturelle le mérite d'avoir calmé toutes ces agitations inutiles et bruyantes, dont se plaignait M. Carp, et de l'apaisement desquelles il me semble qu'il s'est fait un mérite...

C'est nous de la Ligne culturelle qui avons fait cesser ces manifestation bruyantes; voici en effet ce que je disais à la jeunesse Universitaire à Prédéal, quand on lui a confié les drapeaux apportés par les étudiants de Sibiu:

«Vous ne porterez pas ce *labarum* (le drapeau de Sibiu), disais-je, en juillet dernier, à Prédéal, à la jeunesse universitaire, aux amusements tapageurs, vides, infructueux et sans but culturel. Ce drapeau n'est pas celui d'une jeunesse qui pourrait oublier un seul moment que c'est d'elle que la nation roumaine attend toujours plus de culture, de sagesse, de dévouement. Travaillez en silence comme la nature, jeunes gens, pour la réalisation de notre idéal de culture. Entendez-vous quelque bruit quand le gland enfoui dans la terre s'entr'ouvre et pousse toujours plus haut le chêne majestueux, touffu et ombreux?»

Voilà les conseils que les vieillards donnent aux jeunes qui travaillent avec eux.

Assurément nous nous efforcerons que le conseil donné aujourd'hui par M. Carp ne trouve pas d'écho dans le cœur de la jeunesse, de même que nous veillerons à ce

que la jeunesse comprenne le véritable sens des paroles par lesquelles, aujourd'hui, à cette place, j'ai le devoir de repousser les affirmations absurdes de la Chambre et de la presse maghyares, que les Roumains de la Roumanie libre travaillent à la constitution d'un seul état roumain.

M. Pano, Messieurs, avec un talent que nous avons tous admiré, est allé peut-être plus loin que les vieux de la Ligue; il a vu luire le jour où quelque chose encore de plus que cette union culturelle deviendra possible, résultat auquel nous consacrons toutes nos forces. Messieurs, l'avenir des nations est écrit dans les décrets impénétrables de la Providence; par la voie de l'intelligence, que nous a indiquée un de nos sages et respectables collègues, par celle de la justice et de la prévoyance, pour l'avenir de la nation roumaine, nous nous bornons à un plus modeste résultat que celui de M. Pano; ajoutons-y encore une protestation que notre idéal n'est pas l'*irridentisme*. L'*irridentisme* maghyar a fait naître les velléités d'*irridentisme* que nous avons chez nous; dans les livres et dans les cartes scolaires hongroises, il y a un *irridentisme* maghyar absurde; ils parlent dans leur histoire d'un état idéal dont les limites s'étendraient jusqu'à la Mer Noire.

M. Gr. Leresco. C'est de la vantardise. (*Hilarité*).

M. V. A. Urechia. J'en conviens, M. Leresco, ils sont vantards !... J'ai là dans ma serviette des livres scolaires hongrois; et cela me remet dans l'esprit une conversation que j'ai eue moi-même avec un ministre d'Autriche-Hongrie... je vais même dire son nom, car je n'aspire plus au pouvoir et je ne crains pas par conséquent de compromettre l'obtention d'un portefeuille. (*Hilarité*). C'est M. Hoyos; j'étais à peine nommé, à la faveur des circonstances et non par mon mérite, à la tête du ministère de l'instruction publique, que M. Hoyos me fait une visite et

m'apporte 4 ou 5 livres d'histoire et des cartes roumaines; certains étaient des ouvrages dessinant une situation topique qui a réellement existé; ainsi, par exemple, la carte de l'ancienne Dacie par Laurian. Parmi ces livres, il y en avait aussi de mon ami M. Tocileso, qui de tout cœur s'est toujours occupé des Roumains de toutes les contrées. M. Hoyos me dit: c'est une manifestation de Daco-roumanisme. Je me trouvais à la maison et j'avais encore ma bibliothèque sous la main; je pris alors sur le champ un nombre double de cartes et de livres hongrois, dans lesquels on englobait dans le royaume de la couronne de St. Etienne, la Moldavie et la Roumanie, et je répliquai: «Monsieur le Ministre, vous avez aussi des fous généreux de cœur... C'est comme nous... Mais les hommes d'état ne changent pas par des cartes les frontières des pays, ils les laissent où les ont placées et les traités et la suite des temps. Ces frontières sont fixées par les Carpathes, nous les y laissons. Ne soulevez pas pareille question, car, l'histoire en mains, on pourrait prouver que ce n'est pas vous qui avez raison, mais beaucoup *d'exaltés* de patriotisme roumain. Cherchons, au contraire, à nous mettre d'accord en prenant la justice pour base, c'est là notre intérêt commun».

Je ne sais ce qu'a pu penser M. Hoyos, mais j'affirme que depuis, il n'en a plus été question pendant près d'un an et quelques mois que j'ai eu l'honneur d'être ministre; ainsi donc c'est l'irridentisme maghyar des livres maghyars qui a fait naître l'irridentisme roumain, s'il existe.

Puisque dans les cartes géographiques de la Hongrie imposées même aux écoles roumaines professionnelles, on ne veut pas qu'il soit fait mention d'une Roumanie en-deçà des Carpathes, il est naturel qu'il se trouve en Roumanie des esprits irrités pour proclamer l'irridentisme roumain en opposition à l'irridentisme maghyar; mais ce sont là des exceptions. La nation et ses hommes d'état

ont compris depuis longtemps que ce n'est pas l'irridentisme, qui est la citadelle préservatrice de l'existence nationale, mais la réalisation d'un idéal tout autre et dont il nous reste à parler.

Cet idéal de l'avenir, qu'a formulé M. Pano, c'est la *confédération* de tous les peuples de la région Carpatho-Balcanique, pour s'assurer, par la réunion des forces et l'unité de direction de la politique internationale, non seulement une place dans telle ou telle ligue de la paix Européenne, mais encore pour donner vraiment du poids à notre parole, nous tous qui sommes petits dans le concert des puissances qui se disent grandes et qui s'arrogent le droit de disposer des petits.

Nous, nous ne sommes pas irridentistes; que gagnerions-nous à nous unir encore avec 4,000,000 de Roumains? Je ne crois pas que, même en nous réunissant 9 à 10 millions, nous puissions assurer notre existence dans le cataclysme qui se prépare. Aussi ne vois-je pas un plan plus sage à suivre que la fédération avec tous les peuples de la région Carpatho-Balcanique, d'après une constitution que je ne puis discuter aujourd'hui, mais qui, conservant à chaque état son autonomie et son indépendance, réunira les armées de tous pour le salut commun.

M. Le Ministre Lahovary, pour des motifs que je ne comprends pas, n'est pas intervenu en faveur des Roumains d'au-delà des Carpathes, au moyen d'une intervention officielle, diplomatique à Budapest, mais je désire savoir, dans les limites du possible, quelles démarches a faites notre gouvernement pour convaincre les hommes de Budapest de l'inexactitude de accusations que l'on porte à nos travaux, qui sont, dit-on, irridentistes et hostiles aux Hongrois?

En voyant comment on porte et on traite la question Roumaine devant le parlement hongrois, en voyant les

accusations indignes que le procureur hongrois a portées devant la justice contre le gouvernement roumain et toute la nation, qui a consenti à ce mouvement cultural, je me demande si ce n'était pas le devoir de M. Le Ministre Lahovary de repousser de semblables accusations, et de chercher à convaincre, autant que possible, ceux de Budapest, du sentiment, tout pacifique et amical en faveur des Hongrois, du mouvement du pays ? Les chauvinistes de Budapest peuvent ne pas se laisser convaincre, mais comme M. Le Ministre croit qu'il y a aussi à Budapest des hommes capables d'apprécier les choses, d'avoir l'esprit éclairé, on pouvait espérer que les efforts de notre gouvernement auraient pu commencer à produire cet éclaircissement.

Je crains que quelques-uns des Ministres n'aient procédé autrement.... je ne sais lequel car, je ne puis m'imaginer que tous aient commis la faute qu'il me reste à signaler. Dans un Journal hongrois tout récent *Pester Correspondenz*, Messieurs je trouve la nouvelle suivante :

«Le ministre des affaires étrangères, le comte Gustave Kalnoky, ayant éveillé l'attention du gouvernement diplomatique à Belgrade, sur ce fait que l'agitation parmi les citoyens maghyars de nationalité serbe, secondée à Belgrade par les organes serbes de publicité et par des individus qui sont au service de l'état, ne peut être, dans a plus grande mesure, que préjudiciable aux rapports amicaux réciproques, le *ministre roumain des affaires étrangères*, spontanément et absolument par son initiative propre, a donné l'assurance à l'ambassade austro-hongroise de Bucarest que le *gouvernement roumain, pour se conformer aux obligations internationales*, vis-à-vis du voisinage amical des Hongrois, va mettre en œuvre tous les moyens légaux, dont dispose la constitution roumaine *pour résister aux agitations dites daco-roumaines*, qu'il désapprouve, et empêcher ainsi les agissements de ceux

qui, à la faveur de leur qualité de citoyens roumains, déploient leur activité sur le territoire austro-hongrois.

Comment ? sans être provoqué par personne, notre ministre, qui n'admettait pas d'intervention étrangère, de son propre mouvement, à propos d'une note échangée entre la Serbie et Vienne, venir faire ici une pareille déclaration ? je ne le crois pas ; c'est une calomnie comme tant d'autres, mais le journal de Budapest „*Pester-Correspondenz*“, nous prouve qu'il n'est pas exact qu'un état ne puisse intervenir, à l'occasion, dans les affaires d'un autre état. Voyez comment M. Kalnoki intervient en Serbie, quand il le croit utile. Quiconque a le droit de dire son mot, quelque modeste qu'il soit, quand il s'agit de questions qui touchent à la paix du monde.

Nous ne demandons pas au Ministère des interventions à la légère, mais, *est modus in rebus* ; le peuple suit avec e cœur la conduite des ministres et désire, dans la limite du possible, qu'ils fassent leur devoir. Que nous demande-t-on ; de s'appliquer de tout coeur à réconcilier les Hongrois avec le comité de Sibiu, en reconnaissant le droit des Roumains de conserver leur sacrée et grande individualité nationale, pleinement d'accord avec leur situation de sujets fidèles de la Hongrie.

Messieurs, c'est en travaillant de la sorte qu'on pourra assurer la paix de l'Europe. M. Le Rapporteur, un peu inconstitutionnellement, nous dit que S. M. Le Roi « nous a donné l'assurance que *cette année* la paix de l'Europe ne sera pas tronquée ». N'aurons-nous pas l'année prochaine une semblable assertion qui, je le répète, me semble donner une entorse à la constitution, saurons-nous au moins agir en roumains !

„*Cette année aussi !*“ Par ces paroles mêmes M. Le Rapporteur nous laisse comprendre combien est précieuse cette tranquillité de l'Europe, et se contente de nous assurer que la paix se maintiendra *au moins une année*.

J'aurais été plus volontiers satisfait qu'on m'eût montré que le gouvernement de S. M., quelle que soit sa couleur politique, a un idéal politique national, commun avec celui du pays, et qu'il n'a pas laissé passer encore une année, sans donner des instructions à nos représentants de Pest, Belgrade, Sophia, Constantinople et Athènes pour que ces représentants activent nuit et jour la réalisation de la fédération de tous les faibles, pour former à l'Orient de l'Europe cet état puissant, qui seul sera propre à assurer la paix, non pas pour un an, mais pour toujours.

Mais encore une fois, cet idéal est impossible aussi longtemps que les Roumains des états voisins n'auront pas la satisfaction de leurs justes revendications. Quelque soit le gouvernement qui présidera aux destinées du pays, il est de son devoir, tout en gardant les convenances diplomatiques et de bon voisinage, d'insinuer, comme il le saura, au gouvernement de Pest, d'être juste envers les Roumains de la Hongrie.

M. Carp arrive malheureusement à une conclusion que, dans un autre ordre d'idées, on pourrait qualifier d'immorale même. Le feu est dans la maison où se trouvent mon père, ma mère, mon enfant, mon frère, mon ami ou même un étranger: qu'elle brûle! que m'importe! Pourvu que ma maison ne brûle pas!... (*Applaudissements*).

Même en politique, cette morale n'est pas bonne.

Comment? au congrès de Berlin, on imposait aux Roumains la naturalisation de 100,000 ou de 200,000 juifs, et nous ne pourrions pas dire à la Triplice: nous vous apportons la faiblesse au lieu de forces dans l'état de choses de l'Ardéal?...

Il y en a qui croient que s'unir au courant du pays ce serait perdre la considération du cabinet de Pest, et un collègue de la majorité m'affirme que l'estime de

notre ministère est en liaison intime avec la confiance que l'on a à Pest que nos gouvernants vont faire cesser ce mouvement national de notre pays.

Les conclusions de M. Carp sont de nature à m'attrister, et cependant je n'admets pas les dires de mon collègue de la majorité.

Pour se maintenir au pouvoir en Roumanie, on n'a plus besoin de se séparer de la nation, on n'a plus besoin de devenir l'agent d'une puissance étrangère, je m'imagine que le jour est venu où les puissances étrangères n'ont plus aucun rôle dans la constitution de nos cabinets; mais si ce jour n'a pas lui, ce que j'attends qu'on me prouve, la nation ne suivra pas de pareils gouvernements.

Quand on saura à Vienne, à Pest, à Pétersbourg, que, quiconque est au pouvoir, que ce soit M. Lascar Catargi, ou M. Stourdza, ou, sans vouloir semer la discorde, M. B. Carp, la ligne de conduite de la Roumanie dans la politique extérieure sera toujours la même, alors nos fluctuations politiques n'auront pas sur leur baromètre un degré où les états voisins ne vont plus accepter avec sympathie un gouvernement roumain! Et de même lorsque l'idéal politique national sera le même chez tous nos gouvernants, alors il n'y aura plus besoin d'interventions délicates, difficiles et, je le reconnais, pleines de responsabilité, en faveur des Roumains transcarpathiens; ce n'est qu'alors que l'estime, la confiance et, je crois, le respect pour nous-mêmes s'imposera aux Puissances Européennes.

La discussion de ces jours-ci a, d'après moi, cet avantage: de toutes les aspérités de nos débats, se dégage la conviction qu'on ne pourra plus trouver parmi nous assez de ministres pour constituer un cabinet anti-national.

S'il en était autrement, je me range à l'avis de M. Carp.

C'est le peuple qui à son tour, dira à ceux qui se trouvent sur le banc ministériel : «vous n'êtes plus à notre tête, vous vous êtes séparés de nous et nous ne voulons plus de vous !»

M. Lahovary appelait sur ce banc M. Stourdza, s'il se sent capable de réaliser un programme que M. Lahovary ne croit pas pouvoir remplir. Nous dirons à tous les deux que, s'ils ne comprennent pas l'idéal de la race roumaine, ils se hâtent de partir, car ils seront envahis par le mouvement national.

Cet idéal est pleinement d'accord avec les relations internationales, et seuls les chauvinistes et les fous de Budapest voient le danger, par le fait qu'il existe dans leur voisinage, sous leur sceptre, un peuple qui a toujours été fidèle à l'Empereur, mais qui désire être et rester comme race roumaine.

C'est ce que j'avais à dire au sujet de l'article qui nous occupe. Confiance, estime, respect ? Chansons. Si nous voulons les assurer, mettons-nous en situation d'imposer cette confiance, cette estime, ce respect ; et nous les aurons quand l'Europe saura qu'ici sont unis tous les peuples de la péninsule Carpatho-Balcanique et que tous sont décidés à défendre leur existence nationale (*applaudissements*).

Là est le salut, et non dans la proposition de M. Le Ministre Carp de laisser brûler la maison de l'Ardéal.

Voilà ce que j'avais à dire sur l'art. III du projet de réponse au Message.

Je n'ai aucun amendement à proposer à cet article ; je ne poursuis de fait aucune modification. Je tenais simplement à faire ces déclarations, et je conclus que,

d'après moi, le gouvernement, qui réalisera ces deux postulats : améliorations du sort des Roumains d'outre-monts, réconciliation avec les Hongrois, fédération des États de la région Carpatho-Balcanique, ce gouvernement—là aura bien mérité du nom roumain, (*applaudissements*).
